

AUSTERITE, à droite toutes !

Ces 75 derniers jours ont été catastrophiques pour la démocratie, dominés par de la politique politicienne, très loin des préoccupations quotidiennes des salarié(e)s et des retraité(e)s et du sursaut Républicain et citoyen des 1er et 7 juillet. Nombre de citoyen(ne)-es sont allé(e)s voter alors que cela fait de longues années qu'ils et elles ne l'avaient pas fait, beaucoup ont fait l'effort de voter pour des formations politiques dont ils et elles ne partageaient pas tout, loin de là. **Cette mobilisation citoyenne exceptionnelle dans laquelle la CGT a joué un rôle central a exprimé deux messages : la sanction de la politique de Macron et notamment de son passage en force sur la réforme des retraites, et le refus de voir l'extrême droite s'installer à Matignon.**

Alors que les résultats du 7 juillet avaient été accueillis avec soulagement et espoir, le sentiment majoritaire aujourd'hui est celui d'un passage en force contre le résultat des urnes et d'un déni de démocratie, à mille lieues des attentes sociales. Ceci peut laisser des traces profondes. Notre pays est dans une situation de crise démocratique et institutionnelle inédite. Ce climat est dangereux car il profite, encore une fois, directement à l'extrême droite remise au centre du jeu par Macron pour éviter d'avoir à changer de politique économique et sociale.

Macron a nommé son premier ministre le 5 septembre, à droite toutes, un vieux routard de la politique très, très à droite. Barnier a constitué son gouvernement le 21 septembre, sous le contrôle de Macron et de l'extrême droite. A peine nommé le ministre de l'intérieur Retailleau remet déjà en cause l'indépendance de la justice et reprend les thèses de l'extrême droite sur la suppression de l'aide médicale d'Etat, que tout le corps médical dénonce par avance comme une catastrophe pour la santé publique. 1^{er} octobre discours de politique générale d'extrême violence, avec son projet de compression des dépenses sociales. Donc pour nous s'annonce une cure d'AUSTERITE de plusieurs dizaines de milliards €.

Augmentation des salaires et des pensions : il s'agit de la première préoccupation des français(e)s. Depuis 2020, les prix n'ont cessé d'augmenter sans que les salaires et pensions ne suivent. Pour un salarié au salaire médian, celui-ci a baissé en euros constant de 143€ par mois.

Et d'après la DARES, à la fin de l'année 2023, le pouvoir d'achat du salaire mensuel de base est revenu à son niveau de fin 2012 ! Aujourd'hui Barnier nous annonce pas d'augmentation des retraites avant juillet. Mesures drastiques pour les services publics, l'hôpital, moins 44 % pour le budget de la Santé !!

La CGT manifestait ce premier octobre avec Solidaires et la FSU. Il va nous falloir battre le pavé plus nombreux et nombreuses, y croire et mettre le turbot face à ce rouleau compresseur du gouvernement de Barnier.

Les attentes sociales sont là la rue nous attend !



Une autre préoccupation jusqu'où ira Israël, jusqu'où ira cette escalade sans fin ? Depuis des mois la surenchère meurtrière est de mise. Elle se poursuit à Gaza comme au Liban et maintenant l'Iran. Un pas de plus est franchi par Israël et son gouvernement d'extrême droite. Washington soutien toujours Netanyahu. Au même moment où Biden plaidait la trêve à l'ONU, une nouvelle aide militaire américaine de plus de 8 milliards de dollars était livrée à Israël. Exil, déplacements des populations, massacre de civils, génocide, toutes les sanctions de l'ONU sont rejetées par Israël.

Moins 44 % de budget pour la santé : les conséquences à venir des choix de Barnier.

Alors que la première sortie de Michel Barnier s'est effectuée dans un hôpital, plaçant la santé parmi ses priorités, nous découvrons avec stupeur que le budget du ministère de la Santé sera amputé l'an prochain de 44 %, soit la plus forte saignée de tous les ministères.

Ce budget, qui n'est pas celui de la Sécurité sociale, concerne notamment les investissements dans les hôpitaux. Pour rappel, les fameuses promesses du Ségur de la santé annonçaient 6 milliards d'euros d'investissement pour les hôpitaux et les Ephads des annonces mensongères.

Regardons de plus près les conséquences concrètes de ces mesures. De très nombreux hôpitaux souffrent de vétusté et nécessitent des rénovations urgentes. Ces travaux ont été retardés depuis que la Banque centrale européenne oblige les hôpitaux à emprunter auprès d'elle avec des taux d'intérêt élevés, ce qui a abouti à une dette cumulée de plus de 30 milliards d'euros.

Plus grave, certains ont été plombés par des emprunts toxiques, avec des taux d'intérêt qui ont dépassé les 20 %. Face à cette impasse, le gouvernement est intervenu. Mais il s'est contenté de reprendre à sa charge seulement un tiers de cette dette, ce qui laisse aux hôpitaux une charge d'intérêt d'environ 1 milliard par an.

Somme qui manque non seulement pour investir mais qui pèse aussi sur la principale dépense des établissements : les salaires. Ce qui se traduit par une réduction des embauches alors que nous manquons déjà de personnel.

Cette saignée fait suite à celles opérées les années précédentes avec le transfert au budget de la Sécurité sociale du financement de certaines agences ou encore de la rémunération des étudiants hospitaliers.

La stratégie est claire, on déshabille le ministère de la Santé et on charge la barque de la Sécurité sociale pour alourdir son fameux trou, ce qui permet d'imposer comme obligatoires des mesures d'économies. Dans le même temps, le budget militaire progresse de 5 % dans le cadre de la Loi de programmation qui affecte 413 milliards aux armées d'ici à 2030.

Bref, des milliards pour l'armée, l'austérité pour la santé. Autre exemple des choix de l'État dans un domaine où visiblement l'argent coule à flots, c'est celui des aides aux entreprises pour soi-disant réindustrialiser la France.

Ainsi Sanofi, champion français de la pharmacie, s'est vu octroyer une subvention de l'État de 240 millions d'euros pour son usine de Neuville-sur-Saône, avec en perspective la création de 200 emplois.

Belle opération pour une entreprise qui fait entre 5 et 10 milliards d'euros de bénéfices. Quelle efficacité pour la collectivité quand la création d'un emploi coûte plus d'un million d'euros ? Tout cet argent manque pour la santé, c'est-à-dire pour la vie, au profit de la guerre et du veau d'or capitaliste.

**LA CHRONIQUE DE
CHRISTOPHE
PRUDHOMME**
MÉDECIN URGENTISTE



PLUS DE 100 000 LITS D'HÔPITAUX
SUPPRIMÉS EN TROIS QUINQUENATS...



Baromètre de la pauvreté Ipsos / Secours populaire : 40% des Français ont déjà connu une situation de pauvreté.

Le baromètre de la pauvreté et de la précarité réalisé par Ipsos pour le Secours Populaire Français livre chaque année depuis 2007 un état des lieux de la précarité en France. L'édition 2024 montre que malgré une légère accalmie sur le front de l'inflation, les difficultés financières des Français ne faiblissent pas. Le rapport met notamment en lumière une hausse continue du seuil de pauvreté subjectif et un risque accru de basculement dans la pauvreté. Le seuil de pauvreté atteint des niveaux inquiétants et traduit une situation fragile pour de nombreux ménages.

Le seuil de pauvreté subjectif moyen, qui permet de mesurer la perception des Français sur le niveau de vie en dessous duquel une personne peut être considérée comme pauvre **atteint cette année un nouveau record, et s'établit à 1 396€**, en augmentation de 19€ par rapport à 2023. On observe une hausse pour la troisième année consécutive, bien que moins prononcée que les précédentes années. Qui plus est, ce seuil subjectif est désormais quasiment équivalent au montant du SMIC net (1 398€).

On observe par ailleurs de fortes disparités selon les catégories de population. Ainsi, le seuil de pauvreté subjectif est estimé à 1431 euros.

Pour les habitants d'Ile-de-France contre 1 388€ pour les personnes habitant en province. Autre écart : pour ceux qui vivent avec au moins un enfant de moins de 18 ans, ce seuil s'élève à 1 447€ (contre 1 377€ pour ceux n'en ayant pas).

Du côté des situations financières individuelles, on n'observe pas d'amélioration malgré le léger recul de l'inflation. **Seuls 48% des Français déclarent arriver à mettre de l'argent de côté**, un chiffre en hausse d'un point en un an. Surtout, la part de Français vivant à découvert reste proche de celle de l'an dernier, à 16% (-2 points vs 2023). Parmi eux, les 35-44 ans (27%) et les ouvriers (31%) sont les catégories qui déclarent le plus être à découvert.

Dans le détail de la pauvreté vécue, **près de deux tiers des Français (62%, +4 points vs 2023) déclarent avoir connu ou été sur le point de connaître cette situation de pauvreté**. 40% ont connu une situation de pauvreté, le plus haut niveau depuis le pic de 2013, soit désormais deux cinquièmes de Français ayant traversé une période de grande fragilité financière. Seuls 38% des Français déclarent que cela ne leur est jamais arrivé.

Loyer et emprunt immobilier

Particulièrement frappées, plus des deux tiers des répondants disposant de revenus inférieurs à 1 200 euros nets par mois ont du mal à régler leurs dépenses énergétiques : ils sont 69 %, un niveau en hausse de 5 points par rapport au baromètre précédent, montrant ainsi une dégradation très forte de la situation des plus de 8 millions de personnes vivant avec les revenus les plus bas.

De même, le coût du logement continue de fragiliser les familles, à un niveau jamais mesuré auparavant : **38 % rencontrent des difficultés à payer leur loyer ou leur emprunt immobilier (+4 points)**. Ce qui corrobore les témoignages recueillis par les bénévoles sur le terrain depuis des mois.

Enfin, un autre record est à déplorer, dans le domaine de la santé cette fois : **29 % des répondants éprouvent de fortes contraintes pour disposer d'une mutuelle (+3 points)**. De la même façon, du fait de la baisse de son pouvoir d'achat ces dernières années, un Français sur trois (**32 %**) est toujours contraint « parfois ou régulièrement » de **ne pas faire trois repas par jour**.



Pourtant, il y a quelque part, comme une embellie, voire un rayon de soleil dont nous informent « les Echos ».

Dans le monde, « le deuxième trimestre a été radieux pour les actionnaires » et « les dividendes sont partis pour battre de nouveaux records » avec 1700 milliards de dollars distribués.

D'accord, mais la France ? Pas d'inquiétude, elle est en tête en Europe et 94 % des entreprises, avec une hausse globale de 6,4 % et 54 milliards d'euros vont augmenter ou maintenir leurs versements, ceci s'ajoutant aux 60 milliards de cadeaux fiscaux offerts depuis 7 ans aux plus riches et aux actionnaires.

NE LAISSONS PAS LES IDÉES BRUNES SE PROPAGER !

L'imposture de l'extrême droite se traduit par la différence entre la communication publique et les votes là où elle est élue. Bardella, celui qui se voyait premier ministre, a déjà un « bilan » à la Commission européenne, il n'est que le reflet de son investissement néant... Il se contente de valider par vote ce que les capitalistes imposent. Il ne conteste en rien la politique d'austérité tout comme sa patronne.

DES VOTES CONTRE LES DROITS DES FEMMES

- Résolution visant à résorber les écarts de salaires entre les femmes et les hommes. **VOTE CONTRE (JANVIER 2020).**
 - Résolution qui condamne l'interdiction de fait du droit à l'avortement en Pologne. **VOTE CONTRE (NOVEMBRE 2020)**
 - Résolution sur la situation des droits fondamentaux dans l'Union européenne - rapport annuel 2022 et 2023 : Cette résolution rappelait notamment l'importance de la lutte contre la violence sexiste et la violence domestique, réclamait l'ajout de la violence sexiste à la liste des infractions pénales de l'Union et demandait aux États membres de remédier à la « précarité menstruelle » et de supprimer la TVA sur les produits pour l'hygiène intime. **VOTE CONTRE (18 JANVIER 2024)**
 - Résolution sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique. **VOTE CONTRE (FÉVRIER 2023).**
 - Résolution renforçant la lutte contre le harcèlement sexuel dans l'Union européenne et soulignant l'importance du mouvement MeToo. **ABSTENTION (JUIN 2023).**
 - Résolution sur la santé et les droits génésiques et sexuels dans l'Union, dans le cadre de la santé des femmes. **VOTE CONTRE (MAI 2021).** Précisons ici que le droit à la santé sexuelle et génésique implique un droit à une éducation sur la sexualité et la reproduction qui soit complète, non discriminatoire, fondée sur des données probantes, scientifiquement exacte et appropriée à l'âge
 - Résolution pour promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes dans l'éducation et le monde du travail dans les domaines des sciences, des technologies, de l'ingénierie et des mathématiques. **ABSTENTION (JUIN 2021)**
- A renfort de grands slogans, l'extrême droite dit défendre les droits des femmes alors que ce que doit être une femme c'est une épouse et une mère et on voit bien les votes de Bardella à l'Europe ! Systématiquement il a voté contre le renforcement ou la création de nouveaux droits pour les femmes.

1 OCTOBRE 2024

Comment faire un bilan des manifestations sur Vienne et Annonay ?

Peu de monde concerné, que faire et comment le faire, c'est la question que nous responsables syndicaux devons nous poser.

Mais il n'y a pas que cela, les partis de gauche ont préféré rester à l'abri, surtout celui qui veut la destitution du président, qui préfère les salons feutrés et les discussions entre amis et palabrer sur la révolution permanente à organiser, par les salariés convaincus de la nécessité de la lutte, qui eux ont des fins de mois difficiles !!!!!

Les beaux jours du capitalisme ne sont pas finis, nous ne changerons que quand les agitateurs du bocal cesseront de jouer les éoliennes et brasser de l'air.

Un changement de société est urgent !!!!!

Votre correspondant:

Nom :

Tél :

La prochaine réunion de notre collectif aura lieu

Le Lundi 04 NOVEMBRE 2024 à 8h45 précises

Au foyer Henri BARBUSSE

Site internet : <https://ulroussillon.reference-syndicale.fr>